



Notre appel aux élus

PAR PATRICK LE HYARIC

Chaque jour qui passe est marqué par l'annonce de nouveaux plans de licenciement. Soigneusement camouflés par le pouvoir précédent pour cause de campagne électorale, ils concernent des milliers d'emplois auxquels s'ajoutent ceux dont on ne parle pas chez les sous-traitants et dans les petites entreprises. Un drame national, des vies brisées, des régions saccagées si on laisse faire.

Il faut battre la droite à plate couture

Et, pendant ce temps, les leaders de l'UMP ne trouvent rien de mieux à faire que de fourbir leurs armes pour préparer l'élection présidentielle de... 2017 ! Incapables de se faire à l'idée qu'une majorité de Français les ont chassés pour que cela change, sur tous les tons, les dirigeants de droite parcourent les plateaux de télévision et les studios de radio pour cracher leur venin contre le gouvernement et la gauche, reprochant au gouvernement de ne pas poursuivre la politique qui vient d'être sanctionnée, celle du tandem Sarkozy-Fillon. Puisqu'ils n'ont rien compris et continuent de mépriser nos concitoyens et le suffrage universel, c'est à plate couture qu'il conviendra de les défaire les 10 et 17 juin prochains. Ils sont un obstacle pour la réussite d'une politique nouvelle qui appelle la mobilisation des électrices et des électeurs pour qu'ils soient le moins nombreux possible à siéger à l'Assemblée nationale. Quant à l'extrême droite, qui fournit à la droite tant de ses thèmes nauséabonds, aucun de ses représentants ne doit franchir le seuil du Parlement, à commencer par son égérie bleu « nuit » du château de Montretout.

De ces côtés-là, on ne vise que l'échec de la gauche. Notre engagement est à l'opposé. En témoigne, précisément à propos des plans de licenciement, le courrier adressé au premier ministre par le secrétaire national du Parti communiste, Pierre Laurent. Constructif, animé de l'ambition d'éviter une catastrophe, il a été compris comme tel par le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, qui lui a immédiatement fait réponse.

F. Hollande doit sa victoire au Front de gauche

Les salariés, les élus, les familles concernés peuvent désormais s'appuyer sur cet échange pour marquer des points sur le terrain, face au patronat et à la finance. Ils sont sûrs de pouvoir compter sur les députés du Front de gauche pour relayer et amplifier leurs interventions dans la mise en place de conférences régionales et nationales associant élus, syndicats, banques, entreprises donneuses d'ordres, État, chargées de dégager des alternatives crédibles aux plans de réduction d'activité et de licenciement. Pour les candidats du Front de gauche, contribuer à la réussite du changement progressiste n'est ni un slogan électoral et encore moins une formule sans lendemain. Il s'agit beaucoup plus fondamentalement que toutes les composantes de la gauche et de l'écologie politique mettent au service de la réponse aux attentes populaires toute la richesse des apports spécifiques de chacune. Et de le faire, en permanence, en lien avec ce qu'exprime l'opinion publique, les mouvements sociaux et sociétaux. L'expérience montre abondamment qu'une gauche faisant vivre sa pluralité d'opinions, de cultures, de pra-

tiques politiques, mène une politique différente au service du bien commun. N'est-ce pas déjà cette conception qui a permis à François Hollande de l'emporter grâce à l'apport des quatre millions d'électeurs de Jean-Luc Mélenchon ? Il faudra bien que la politique menée en tienne compte et, pour cela, que la représentation nationale en soit le reflet le plus fidèle, d'autant plus que les aspirations des électeurs du Front de gauche sont les mêmes que celles de la majorité de ceux qui ont choisi le candidat socialiste au premier tour : vivre mieux ; faire cesser les injustices et les discriminations, avoir un travail, un logement décent, l'accès à l'école, à la formation, à la culture, changer l'Europe. Bref, établir un nouveau contrat social et écologique pour faire société ensemble dans la justice et la fraternité.

Un Front de gauche garant des changements attendus

Certes, une communauté d'aspirations ne gomme pas la nécessité de confronter les différents chemins proposés pour qu'elles entrent dans la vie du plus grand nombre. L'uniformité est le contraire de l'efficacité qui a besoin, dans une société aussi complexe que la nôtre, de pluralité, de respect, de franchise et de responsabilité. Il ne s'agit pas donc pas d'élire en juin une Assemblée dominée par un groupe monocolore, mais bien de lui donner les belles couleurs d'une gauche diverse tout entière tendue vers l'objectif de concrétiser dans la vie de tous les jours les changements espérés depuis si longtemps.

Voilà qui valorise l'indispensable débat de projets à gauche, nourris des expériences passées.

Excepté à droite, personne n'envisage qu'à l'espoir puisse succéder l'insatisfaction et les déceptions. C'est la raison pour laquelle nous voulons ardemment et passionnément que la gauche française montre la voie d'une possible transformation sociale avec ce que cela implique comme ruptures avec les choix du passé, comme détermination à s'opposer à la loi de la finance et des institutions européennes, et aussi de confiance dans l'indispensable mouvement populaire. À une gestion juste, transparente et rigoureuse des comptes publics, il conviendra d'adjoindre des réformes de structure qui remettent en cause la toute-puissance des forces de l'argent. La manière de gouverner devra marquer un progrès de la démocratie, le respect de l'autonomie des syndicats, des mouvements citoyens, des forces progressistes, désormais considérés comme des atouts pour le changement afin d'affronter, chaque fois que nécessaire, les institutions européennes et internationales.

Pour un débat public réel

Pour cela, tout ce qui se discute ici, à Bruxelles ou ailleurs doit être mis sur la table du débat public. On en est encore loin. Ainsi, le sommet du G8 a été abondamment commenté. Mais personne ne connaît les décisions qui y ont été prises. Or il faut constater que le texte signé à cette occasion est en contradiction avec la proposition n° 13 du programme du nouveau président de la République par laquelle il s'engage à proposer « une nouvelle politique commerciale pour faire obstacle à toute forme de concurrence déloyale et pour fixer des règles strictes de réciprocité en matière sociale et environnementale ». Le texte signé au G8 indique le contraire :

cteurs de gauche...

« Nous soulignons l'importance de l'ouverture des marchés (...), nous nous engageons à nous abstenir de toutes mesures protectionnistes et à poursuivre les efforts en faveur du cadre de travail de l'Organisation mondiale du commerce pour réduire les barrières au commerce. » À l'avenir, le Parlement, dont François Hollande veut revaloriser le rôle, devrait avoir son mot à dire sur de tels engagements. De ces débats dans une Assemblée nationale avec une majorité de gauche pluraliste, comportant un Front de gauche unitaire, bien représenté, sortirait un positionnement de la France plus conforme aux sensibilités qui traversent le pays et donc plus efficace dans la négociation avec nos partenaires. Au-delà, ce sont tous les peuples du monde qui en seraient gagnants. C'est dire à quel point un flanc gauche puissant de la gauche peut jouer un rôle éminemment utile pour que les choses changent durablement chez nous et en Europe, surtout si les citoyens s'en mêlent comme ils le firent en 2005 à l'occasion du « non » à la constitution européenne. Que Nicolas Sarkozy se soit « assis » sur cette volonté du peuple renforce le besoin que le nouveau pouvoir la prenne en compte et qu'elle soit correctement représentée dans les institutions de la République.

Le traité européen de Merkel est pire que ceux de Maastricht et de Lisbonne

Chacun sent bien qu'il se joue gros pour le présent et l'avenir dans ce qui oppose notre pays à M^{me} Merkel sur le nouveau traité qu'elle a rédigé avec M. Sarkozy. Soyons clairs. Le traité budgétaire est pire que le traité de Maastricht et que la dernière partie du traité de Lisbonne.

En effet, quand le traité de Maastricht fixait le déficit public à 3 % des richesses produites, ce traité le fixe à 0,5 %. Pire, alors que M. Hollande, comme le Front de gauche, refusait l'injonction de M. Sarkozy de voter ce qu'on appelle « la règle d'or », c'est-à-dire l'obligation constitutionnelle de réduire encore les déficits sans chercher des recettes nouvelles, notamment en augmentant l'impôt sur les revenus du capital, voilà qu'en adoptant ce traité, cette loi s'imposerait à nous. Un groupe d'économistes allemands et français a calculé que l'application de ce traité austéritaire plongerait pour plusieurs années les pays européens dans la récession, avec son cortège grossissant de chômage et de pauvreté. Ajoutons que ce ne sont pas les déficits qui ont provoqué la crise. Avant 2008, l'Espagne, l'Irlande et l'Italie avaient des excédents budgétaires. La dette de la Grèce a augmenté de plus de 100 milliards d'euros après neuf plans d'austérité. Et, sous Sarkozy, appliquant avec zèle les orientations européennes et distribuant des cadeaux aux plus fortunés, la dette a augmenté de plus de 600 milliards d'euros.

Agir pour la croissance mais pas au prix de reculs sociaux

Une majorité de gauche doit donc refuser ce traité Sarkozy et tenir ferme sur l'engagement du candidat socialiste de le renégocier. Depuis, le président de la République n'envisage que d'y ajouter un volet dit « croissance ». Ce n'est pas en ajoutant à l'austérité imposée le volet d'une croissance au moyen d'une diminution du

« coût du travail », c'est-à-dire des salaires, qu'on y parviendra. C'est ce que souhaite la Commission européenne. Ce n'est pas ce qu'ont choisi nos concitoyens le 6 mai. Là encore, cela va se jouer au Parlement. Un groupe élargi du Front de gauche aiderait à donner de la force au refus de ce traité, refus qui libérerait la parole et les votes d'une partie des députés socialistes.

Nous ne voulons pas que, face aux demandes de création de postes d'enseignants, d'infirmières, de postiers, d'agents SNCF, d'agents de sécurité, de services publics à maintenir dans nos quartiers comme à la campagne, soit opposé par le gouvernement le froid couperet d'un : « le traité européen nous l'interdit ».

Répondre aux attentes populaires ne se fera pas en un jour, raison de plus pour que des lois audacieuses constituent, dans tous les domaines, des avancées significatives vers une société de « l'humain d'abord » de sortie de crise. Que notre jeunesse y trouve son compte sera sans doute le signe le plus fort d'un changement réel et profond.

Le chantier humain, social et écologique pour la gauche est immense.

Le Front de gauche est prêt à y apporter sa contribution, en lien avec des ateliers législatifs qu'il créera dans chaque circonscription.

Un découpage électoral inacceptable

Le mode de scrutin, non proportionnel, ajouté au découpage électoral des circonscriptions par la droite, minore sa représentation. Tous les démocrates, toutes celles et ceux qui sont attachés à la pluralité de la gauche peuvent corriger cette injustice par leur vote. Toutes celles et ceux qui ont voté Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle n'ont pas à regretter leur choix. Ils ont toutes les raisons de retourner voter le 10 juin pour le candidat du Front de gauche. Celles et ceux qui disposent d'un député du Front de gauche, qui est souvent devenu un député des forces progressistes et de toute la population, au bilan remarquable ont tout intérêt à le reconduire.

Celles et ceux, nombreux, qui ont hésité jusqu'au dernier moment du premier tour de la présidentielle et ont craint le risque supposé de l'élimination du candidat socialiste du second tour et ont donc voté pour lui peuvent, cette fois sans risque, choisir le Front de gauche dans leur circonscription.

Porter à l'Assemblée un Front de gauche utile et nécessaire

D'autres encore, qui ont de la sympathie pour le Front de gauche, force nouvelle, unitaire et indépendante, qui le utile au débat et à l'action et souhaitent sincèrement l'unité à gauche sur une base de résistance à la finance et de transformation progressiste, peuvent utiliser ce vote comme une chance pour que soient mis en œuvre les changements attendus.

Il reste un peu plus d'une semaine pour convaincre.

Je vous invite à l'audace, à la mobilisation, en votant et en faisant voter dans chaque circonscription pour la candidate ou le candidat du Front de gauche pour garantir le succès du changement. C'est l'intérêt de toutes et de tous. C'est la condition d'un nouvel espoir. ★